

# Open Source : l'Etat publie son best of 2016 des logiciels libres

Validée lors d'une réunion du comité interministériel des systèmes d'information et de communication qui s'est tenue le 11 décembre dernier, la version 2016 du socle interministériel des logiciels libres (SILL) vient d'être publiée. Rappelons que ce référentiel répertorie un certain nombre de solutions Open Source dont l'usage est recommandé dans l'administration. Sorti pour la première fois en mai 2013, dans la foulée de la [circulaire du Premier ministre](#) d'alors, Jean-Marc Ayrault, recommandant l'usage du libre dans l'administration, le socle s'est dans un premier temps limité aux postes de travail, avant de s'étoffer en janvier 2014, en s'étendant à la gestion de parc, à l'exploitation, aux bases de données et aux environnements de développement.

Dans la lignée du cru 2015, [cette édition du SILL 2016 \(en PDF\)](#) répertorie **plus de 100 solutions Open Source**. On y retrouve quelques classiques comme la suite bureautique LibreOffice, le logiciel de dessin The Gimp, le client de messagerie Thunderbird, l'outil d'inventaire OCS, l'environnement de développement Eclipse, la gestion des configurations Git, l'intégration continue de Jenkins, l'intégration de données de Talend, l'indexation d'ElasticSearch, les distributions CentOS, Debian et Ubuntu (cette dernière pour les services déconcentrés) ou la virtualisation KVM.

## MariaDB et Cassandra arrivent

En fonction de leurs évolutions, certains outils se voient déclassés. C'est par exemple le cas du logiciel de chiffrement **TrueCrypt**, que l'Etat voit désormais comme **en fin de vie** (il était en observation il y a un an). A l'inverse, l'annuaire OpenLDAP passe d'un statut « *en observation* » en 2015 à « *recommandé* » en 2016. Plus étonnant, OpenStack, que l'Etat privilégie pour construire ses services de Cloud, hérite d'un statut à part, les rédacteurs du SILL considérant que faire un choix parmi les solutions libres du framework ne relève pas de leur « *mission actuelle* ». Même si OpenStack constitue bien « *un axe stratégique d'évolution des SI des administrations* ».

Le comité interministériel du 11 décembre, réunissant la Dinsic (Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication) et les DSI ministérielles, intègre pour la première fois MariaDB (référéncé dans les bases transactionnelles aux côtés de PostgreSQL, déjà présent en 2015) et la base NoSQL Cassandra, répertoriée pour sa capacité à gérer de gros volumes de données, tandis que MongoDB se destine plutôt aux bases de documents. Ces deux nouvelles solutions sont toutefois encore classées « en observation ». Côté supervision d'infrastructure, **Shinken fait son apparition** aux côtés de Nagios, ce dernier étant considéré comme « *en fin de vie* ». Quelques solutions disparaissent purement et simplement du SILL : c'est par exemple le cas du bloqueur de pub Adblock.

### A lire aussi :

[Bureautique : la France marque sa préférence pour le format libre ODF](#)

[Le Parlement européen veut imposer le logiciel Open Source dans les institutions de l'UE](#)

[Open Source, un booster économique et un recruteur hors pair en France](#)

**Crédit photo : ChameleonsEye / Shutterstock**